L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 FEVRIER 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUPUOY & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $3.
Prix d'un mois, 1 dollar, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $4; par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces françaises, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 00 la carte pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces publiées par hémisphères, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces publiées par Mercuriales, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 00 par mois, ou $5 par semaine.

Les personnes faisant régulièrement et ouvrir et des annonces suivant, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne pourra dépasser 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affiches paieront 20 cents pour la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire, n'obtiendra pas de faveur d'ordre.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 15 FEVRIER.

Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page suivante.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shériff, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Les trois-huitièmes indivis du sperm appartenant à la succession de feu James Gordon Bennett, actuellement en face de la rue des Orangers, Premier District—Et à 3 heures P. M., à l'angle des rues Richard et du Marché, Presse à cotton Mississippi, de quinze balles de cotton.

Par Nelligan & Nash, à 10 heures et demie du matin, Tout le contenu de la grande maison à trois étages, rue du Hasard, entre Canal et Gravier, de beaux meubles de chambres à coucher, rideaux, tapis, portes, linge de cabinet, literie, vaisselle, coutellerie, piano, &c. Et un lot de bijoux de prix.

Par Montgomery Brice & Co., à 10 heures, sur décurie No 122, rue Toulouse, et immédiatement après, rue Bourbon, près St.-Louis—Grande vente de chevaux, voitures, barouches, buggies, wagons, stanhope, wagons, cabriolets, fourrages, plaques, cercueils, garnitures, &c.

Et, sur la Levee, au pied de la rue de la Douane—Plusieurs de chaloupes.

Par Gardner Smith, Velzer & Co, à 10 heures et demie—Tout le contenu de la résidence en briques, à trois étages, rue Bourbon, entre Conti et St.-Louis.

Par E. Roger & Co., à leurs salles d'encan—Champagne, Bourgogne, maraschin, chartreuse, cognac, rhum, &c.

Par B. Schmidt, coin Bienville et Passage de la Bourse—Meubles, quincaillerie, &c., &c.

Par Hoffman & Marks, au No 38 de la rue de Chartres—300 cannes bottes, souliers et broderquins, sans recouvre.

Par G. Lédesmont, au No 69 de la rue de Chartres—Marchandises; de printemps, habillements et chapeaux pour hommes.

Par A. Feiber, au No 46 de la rue Chartres—Une grande facture complète de marchandises sèches, habillements, bijouterie, chapeaux, coutellerie, &c., &c.

Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

Le shériff d'Orléans procedera aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, à l'adjudication des trois huitièmes indivis du navire nommé "Herald."

Et à la Bourse P. M., à la Prairie à notre de Mississippi, presse Richard et du Marché, Premier District, quinze balles de cotton.

Voir aux annonces.

MM. Gardner Smith, Velzer & Co, encanteurs, vendront, aujourd'hui, à 10 heures et demie, au No 92 de la rue Bourbon, de beaux meubles en acajou et en noyer, des glaces, de la vaisselle, de la literie, &c.

C'est une excellente occasion pour les personnes qui commencent à tenir ménage.

MM. Nelligan & Nash, encanteurs, vendront, aujourd'hui, à 10 heures et demie, au No 16 de la rue du Hasard, entre Canal, pour le compte de la succession de Mme Mary Jane King ou Kingsbury, de beaux meubles en bois de rose, en acajou et en noyer, tels que bois de lit Victoria armoires à glace, bureaux et toilettes à dessus en marbre, lavabos, glaces, fauteuils français, glaces de cheminées, tapis, fauteuils et verrerie, ustensiles de cuisine, &c.

Egalement—Bijoux d'or, tels que bracelets en massif orné une grosse émeraude, montés sur pierres et diamants, chaînes en or, boucles d'oreilles, broches, perles en corail, boutons, &c., &c., &c., &c.

Pour les détails, voir l'annonce.

Grande vente de chevaux.—Aujourd'hui, vendredi, 15 du courant, MM. Hoffman & Marks vendront, à 10 heures du matin, dans leur salle d'encan de la rue de Chartres No 38, un vaste assortiment de chevaux, de gros et de toutes sortes pour hommes, femmes ou enfants. Le lot de ce grand stock est légèrement avarié. Les conditions de la vente seront annoncées à la criée lorsqu'elle commencera.

La charte de ville

On a demandé à la Législature la nomination d'une commission pour examiner notre charte municipale et la modifier, s'il y a lieu. La Législature pleine de confiance a nommécette commission et l'a composée naturellement des membres formant la délégation de la Nouvelle-Orléans à l'assemblée générale. Nous ne pouvons qu'approuver en principe cette reserve des délégués des paroisses, qui abandonnent à leurs collègues de la ville ce qu'ils devraient très certainement connaître mieux qu'eux. Ce procédé n'est pas nouveau; nombre de lois déjà la charte de la Nouvelle-Orléans, élaborée d'abord par les Conseils de ville, a été soumise au dernier ressort à l'approbation des chambres qui s'en rapportaient pleinement à l'expérience et aux lumières supposées des Représentants de la Paroisse d'Orléans. Mais s'en est-on bien trouvé? Is la charte en est-elle devenue meilleure! Il paraît que non, puisqu'à chaque session on en demande la révision.

Nous craignons beaucoup qu'il en soit de même toutes fois, et nous voyons avec chagrin que les Représentants de cette paroisse, les seuls nous comptons nombre d'hommes sérieux et intelligents, refusent de se mêler à toute discussion d'intérêts concernant la ville, particulièrement quand ces intérets sont purement administratifs.

Nous éprouvons cette fois d'autant plus de regrets que le mobile des hommes qui veulent réviser la charte pourrait être à la figueur attribué à l'intérêt particulier. Dans les modifications demandées, de quoi s'agit-il en effet? Il s'agit d'augmentations de salaires pour quelques hauts officiers ou employés de la municipalité. Il est vrai qu'il surgira peut-être, quelque grande réforme de la commission nommée à l'initiative de l'hôtel de ville. Mais il est fort singulier, en l'avouera, qu'on commence par abolir la demande de révision de la charte sous la nécessité de modifier des accessoires inutiles au lieu de la baser tout d'abord sur la raison bien apparente des intérêts généraux.

C'est la charte de 1836 qui nous régit encore malgré les accrocs qu'elle a subis sous l'état de guerre et sous le système parlementaire plus ou moins régulier qui a suivi. Cette charte fut préparée avec beaucoup de soin par le conseil dit de la "Réforme" en l'année précitée. Si nous affirmons qu'à l'exception de cette double représentation qui élève nos affaires à la hauteur des affaires d'Etat, à l'exception aussi de quelques clauses sur l'assessment foncier et sur les salaires illimités ou non fixés de certains employés ou agents de la municipalité, il n'y a rien à reprendre à la charte de 1836 qui, par son esprit d'équité, a fait plus de bien à la ville qu'aucune de ses devancières. Si nous avions assez de place pour rappeler quelques unes de ses réformes, nos lecteurs seraient frappés de cette vérité.

Si elle est imparfaite, cependant, elle l'est par des vices inhérents à la nature des institutions du pays entier. On veut jouir partout aux Etats-Unis d'une représentation à outrance, et au lieu de réduire les corps délibérants soit dans leur nombre, soit dans leurs attributions, on les multiplie au contraire et on en fait, ce que l'on voit aujourd'hui, des corps anarchistes et anarchiques et fort enclins à l'arbitraire. Ce n'est pas ceux qu'on veut réformer dans la Charte de 1836. On s'en garderait bien. L'amour effréné de la représentation étendue est ce point la Charte pèche encore mieux que tout ce que nous pourrions dire. Il n'est pas mieux question de réformer le mode de l'assessment foncier pour le rendre plus juste, plus stable et plus économique. Que voit-on donc faire à la Charte de 1836? Rien, si ce n'est ce que nous avons dit tout d'abord, introduire dans ses statuts une augmentation de salaire pour les officiers municipaux; et une augmentation du nombre de ces employés, en donnant à chaque chef de bureau l'occasion de dix fois passer de ces petites modifications dans un qui vont si bien à la taille et mieux encore aux intérets de ceux qui les imaginent. En vérité, rien ne vaut par la peine qu'on se passionne. Nous avons compétitions aux remplacés de la Législature de n'en préoccuper fort peu. En fait de lois municipales, moins on en fait, mieux elles vaudra.

VENTE DES PROPRIETES FONCIERES.—M. G. de Verlet a fait plusieurs ventes de maisons et de terrains dans le courant de la semaine qui s'est écoulée, le montant total ne s'élève guère à moins de $100,000. Ces propriétés étaient situées un peu partout dans les limites de la ville, ce qui prouve que la hausse s'étend maintenant jusqu'aux quartiers qu'autrefois étaient les plus délaissés. Nous ne donnons pas le détail, parce que les lots sont assujettis à l'enchère, parce que une indication aussi sommaire nécessairement incomplète; mais nous insistons sur ce point particulier d'une hausse générale, point qui a été véritablement mis en relief par la vente d'hier, une des plus belles qui aient jamais été faite par M. G. de Verlet.

Théâtre de l'Opéra.

Toutes les places que contient la salle de l'Opéra avaient été retenues, depuis plusieurs jours pour la première représentation de Madame Ristori. Aussi la salle était-elle comble lorsque le rideau s'est levé hier soir. On attendait avec impatience le moment où l'illustre tragédienne devrait faire son apparition sous les traits de Médée fugitive, conduisant ses deux enfants. Plusieurs salves d'applaudissements, une pluie de bouquets et une magnifique guirlande présentée à la fin du premier acte, ont prouvé à madame Ristori qu'elle avait dans la salle de nombreux admirateurs. Pour ceux des spectateurs qui ne la connaissaient pas — et c'était le plus grand nombre—l'épreuve de cette première représentation a été décisive. L'impression produite par l'émouvante tragédienne a été profonde et nul n'a dû résister à l'attrait de ce talent si complet et si saisissant. La grande artiste sait faire vibrer toutes les cordes de la passion, et se voit sait exprimer tour-à-tour les accents les plus suaves de l'amour, ou de la tendresse maternelle, les cris les plus déchirants de la jalousie, les menaces les plus terribles de la vengeance, et les plus horribles blasphèmes du désespoir. Ces sentiments divers qu'interprètent si bien les inflexions de la voix, la physionomie de la tragédienne suit en refléter admirablement toutes les nuances. Son visage devient le miroir vivant des passions tumultueuses qui animent l'âme tour-à-tour tendre et farouche de Médée.

Nous regrettons de ne pouvoir analyser comme elle mérite de l'être cette remarquable personnification de Médée; nous en signalerons seulement quelques traits.

Lorsque Créuse apprend par Orphée qu'elle est son interlocutrice et s'écrie "tu es donc la terrible Médée!" madame Ristori avant de lui répondre "Mais toi, qui es-tu?" exprime par un jeu de physionomie indéfinissable un véritable drame tout qui est pour le spectateur une révélation des événements tragiques qui signaleront la vengeance de Médée. Dans la scène V du second acte, lorsque Médée répousse d'abord ses enfants par haine de Jason, puis, par un retour de tendresse maternelle, les attire à elle, madame Ristori a été admirable comme dans la scène où elle est invitée par Jason à choisir entre ses deux fils. Son désespoir a la suite de cette dernière scène, sa chute, son égarement et son long monologue qui été rendus avec une vérité saisissante d'accents, de gestes et de pose. On est ému, transporté, on ne pense plus à juger l'artiste, on ne voit que Médée, sa douleur, son désespoir, ses fureurs, et lorsque le rideau tombe, on reste sous le coup de cette parole froide comme l'acier sous le poids de laquelle Jason écrase la fière femme sous une malédiction. On n'est pas lorsqu'on est encore sous l'impression produite par de pareils élans de passions qu'on peut écrire un compte-rendu raisonné et analytique. Aussi, nous contenterons-nous de donner à nos lecteurs ces quelques lignes tracées à la hâte, nous réservant de faire, dans une autre occasion, une appréciation plus détaillée du magnifique talent qui a excité hier soir notre admiration et celle de la salle entière. La seconde représentation de *Médée* aura lieu demain, samedi.

OPÉRA ITALIEN.—Nous faisons de nouveau appel au public dans l'espérance qu'il montrera par son empressement l'estime qu'il fait du talent et du zèle dont madame Cattinari a fait preuve depuis six semaines, dans l'interprétation d'un nombre assez considérables d'ouvrages de premier ordre—*Semiramide*, *La Favorita*, *Norma*, *Le Bal Masqué*, *Le Trouvatore*, *Ione*, ont acquis à cette cantatrice distinguée des titres sérieux à la reconnaissance des habitués. Elle paraîtra ce soir, pour la dernière fois, dans la représentation de *Linda di Chamounix*, donnée à son bénéfice. Elle sera assistée par MM. Rocco, Fabbri, Stroski, Solares, et Mme Zanetti et de Gebele. *Linda* est un charmant opéra de Donizetti, comme nous l'avons dit, du drame populaire *La Grace de Dieu*. Nous comptons que cette soirée d'adieux des artistes de M. Ronzari sera des plus brillantes.

P. S.—Nous apprenons à l'instant qu'à la demande d'un grand nombre de personnes, M. Ronzari s'est décidé à donner avec son excellente troupe, au Théâtre National, rue Peralde, une série de sept représentations qui empruntera deux des opéras suivants: *Traviata*, *Favorita*, *Norma*, *Trovatore*, *Ione*, et un autre deux opéras qui n'ont pas encore été joués, *Martha* et *Rigoletto*. La première représentation de la série aura lieu demain samedi: on donnera à cette occasion *Les Travestis* qui a été si bien interprétée par Mme Tomasi et MM. Roetti et Ottaviani.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—On nous annonce pour dimanche le grand drame en 5 actes et un prologue de Bouchardy *Jean le Cocher*.

PROJET D'ECOLE DE NATATION.—M. E. Sargi, ingénieur civil, a conçu l'heureuse idée de doter la Nouvelle Orléans d'une école de natation. C'est assurément sous un climat comme le notre un des établissements les plus indispensables, au point de vue de l'hygiène publique aussi bien qu'au point de vue de l'agrément. Rien n'est plus propre à combattre l'funeste influence des chaleurs humides que de nous que les bains froids en pleine rivière jointe au salutaire exercice de la natation. On a étonnait à bon droit qu'aucune tentative sérieuse n'ait été faite pour établir ici une école de natation bien organisée. Le projet de M. Sargi a pour but de combler cette lacune. L'école de natation qu'il se propose d'établir et dont un plan nous a été soumis, serait située à Alger en face de la rue du Canal. Elle serait divisée en deux compartiments, un pour les nageurs, l'autre pour les commençants. Elle présenterait tous les avantages et tout le confort des établissements de ce genre les mieux organisés. Indépendamment de l'établissement de bains flottants, M. Sargi propose d'élever sur la rive un établissement comprenant un manège, un gymnase et un restaurant. Mais cette idée pourrait ne venir qu'en second ordre après le succès de la première. Plusieurs médecins distingués de notre ville ont adressé à M. Sargi une lettre d'encouragements dans laquelle ils approuvent hautement le projet de fonder une école de natation. Nous espérons que cette entreprise si utile obtiendra le concours des autorités de la Nouvelle-Orléans et d'Alger et que les capitaux ne manqueront pas pour la mener à bonne fin. La construction de l'établissement de bains coûterait une trentaine de mille piastres. Cette somme pourrait être réalisée par mille actions de $30 chacune. Les bains une fois construits seraient affermés à un entrepreneur avec un tarif qu'il ne pourrait dépasser. Un café serait établi dans l'intérieur de l'école et constituerait une source spéciale de revenus.

Le projet de M. Sargi nous paraît réunir toutes les conditions voulues pour une réussite complète, et nous souhaitons vivement qu'il soit mis à exécution pour la prochaine saison des bains.

JARDIN UNIVERSEL.—Nous appelons l'attention des fleuristes, des jardiniers et de tous amateurs de plantes de parterre et d'arbres fruitiers, sur l'annonce que M. Magne publie aujourd'hui dans l'*Abeille*, relativement à une collection d'arbustes qu'il entretient à grands frais, rue St-Charles, sous le Masonic Hall. Cette collection renferme des plants fort rares et qui méritent d'être visités. M. Magne ne les vend pas moins à très bon compte.

MALADIE DE NERFS.—La guérison des maladies nerveuses est effectivée surtout par le rétablissement de l'action saine de l'estomac et des intestins; et par un exercice convenable en plein air. L'estomac ne doit pas être surchargé d'aliments indigestes, les intestins doivent de temps à autre être soulagés par de faibles doses de BLOOD PILLS de Roback. Le conseil de l'élément docteur Abernethy à une dame nerveuse. Nous le plaçons ici. —Renvoyez vos domestiques, malades, et faites vous-même votre lit.

CHRONIQUE LOCALE.

TRANSFERT D'ARCHIVES MILITAIRES.—Quarante-deux caisses d'archives militaires, restées de ce qui s'était accumulé pendant l'occupation fédérale de la ville, ont été envoyés mercredi dernier par Express à Washington. Cet envoi facilitera l'appréciation des réclamations adressées au gouvernement.

L'ASILE DES FOUS A LA NILE-ORLEANS.—M. J.A. Fremaux, surintendant de cet Asile, a adressé au maire un rapport où nous lisons que le 1er avril 1866, il y avait 62 malades dans l'établissement. Depuis cette date jusqu'au 1er février 1867, on en a admis 223, lesquels ajoutés aux 62 précédents font un total de 285. Pendant ce temps, 179 sont sortis guéris, 21 sont morts et 2 se sont échappés; ce qui laisse une balance de 83. Parmi ces derniers 55 sont regardés comme incurables. La mortalité environ de ces incurables vient de diverses paroisses de l'Etat.

PREMIERE COUR DE DISTRICT. — Charles Harman est cet avoué comparable de vol et Jeremiah Shay qui s'est avoué coupable d'assaut et batterie, ont été envoyés en prison où ils attendront le 15 Avril, peut-on supposer jusqu'à ce que cet doutable sans l'intervention personnelle de M. le marechal Niel!

TENTATIVE D'INCENDIE. — Le sergent Lacroix rapporte qu'une personne inconnue a essayé de mettre le feu, mercredi, à une maison mal famée de la rue du Bassin, tenue par Barbara Cassy (?). Une allumette avait été appliquée à un rideau de la fenêtre de la femme dans une des chambres ainsi qu'on l'a su qu'y trouvait. Mais on n'en est agercu à temps et le feu a été éteint avant qu'il ait fait un dégât pérsant.

RECORDER ASSEZ. — John Wilson et P. C. Sullivan, accusés de vol, ont été envoyés devant la Cour, à cause de l'absence ainsi que le nègre libre pour le même offense.

ENCORE UN.—Le gouverneur a nommé M. David Bidwell, un des propriétaires de l'Académie de Musique, commissaire à l'Exposition de Paris.

Législature de la Louisiane.

Séance de Jeudi, 14 Février.

SÉNAT.—22 membres sont présents.

Une communication du secrétaire d'Etat annonce que l'honorable Henry Gray a été dûment rempli la vacance de l'honorable A. A. Abney.

M. Kelso présente un mémoire demandant qu'un comité d'Hommes versés dans les sciences soit nommé pour faire un rapport sur les ressources minérales, agricoles et manufacturières de la Louisiane pour l'usage du commissaire des Etats-Unis à l'Exposition de Paris. Référé.

L'acte pour amender un acte intitulé: acte relatif à la propriété saisie sous un ordre de saisie et vente, et sous des writs de fieri facies, est mis en discussion.

M. Armstrong propose un substitut qui est retiré quelques minutes après par M. Hough.

On lit la première section du bill.

M. Hough élève des objections contre tout le bill qu'il regarde comme une barrière perpétuelle contre la collection des dettes.

M. Poché démontre au contraire que le bill a protégé très fortement les créanciers.

M. Brusle propose un amendement étendant le temps de l'opération du bill jusqu'au second lundi de janvier 1870.

M. Poché accepte l'amendement qui est soutenu par M. Cassidy.

Le bill est finalement adopté et envoyé à la Chambre.

Conformément à la loi, M. Kelso, membre du contrôle de l'Institution a même de fournir des travailleurs pour construire la branche nord-ouest du chemin de fer du Pacifique. Référé au comité des princes.

M. Mandez appelle l'acte relatif au chemin de fer de la Nile Iberie et Orange. Le bill accorde à la Compagnie le droit de passage sur toutes les terres de l'Etat, sur une largeur de 150 pieds aux deux côtés de la ligne; le droit d'user, pour construction, du bois sur les terres de l'Etat, sur une largeur d'un mille aux deux côtés de la ligne, et exempte le matériel roulant, les entrepots, &c., de toute taxe pendant 10 ans.

Après une longue discussion, tout le monde paraît favoriser le bill, si bien qu'il y eût une demande pour le référer à un comité, il passe avec un amendement qui fixe la section à de l'exemption de la taxe, comme contraires à la clauses de la constitution d'Etat. Le Sénat a joutes après une courte séance narcotique.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—63 membres présents.

M. Robinson présente le mémoire d'Edward Gothsell, commissaire d'Etat à l'Exposition de Paris. Adopté, une résolution pour référer le mémoire à un comité réuni.

M. Murray fait un rapport favorable au bill pour soumettre à des licences les maisons de jeu. Le bill est envoyé à l'impression.

M. Sandford présente une résolution de concours en faveur de M. F. Maury, maintenant en exil, résolution demandant au Président de le pardonner, afin qu'il puisse revenir aux Etats-Unis jouir du profit de son pays de ses connaissances et de son expérience. Adoptée à l'unanimité.

M. Brown présente un bill pour rendre marié légale le bayou Plaquemine.

M. Murray présente un bill accordant à Bry. ant L. Peal le droit de construire des mines à l'est et de exploiter les mines de houille du 10e District de la Nile-Orléans. Référé.

M. Edwards présente un bill autorisant certaines explorations et la construction de levées dans le 5e District. Référé.

M. Chinn demande l'adoption du bill du Sénat qui suspend la collection de taxes de 1865 à 1868, sur les terres inondées. Référé au comité de finances.

Le bill de réparation pour la maison d'Etat est adopté. Il alloue $1,000 à cet effet et pourvoit au paiement d'un lover de $600 par an.

Par M. Williamson—Acte de secours pour le chemin de fer du Pacifique. Référé.

Le bill pour l'adoption des enfants passe.

Le bill pour établir un ferry dans la paroisse Vermillion, est déposé sur la table.

Un comité est nommé pour informer au bas de la ville l'abattoir qui est au dessus. M. Jonas dit que cette proposition a déjà été rejetée par le comité de la ville et ce n'est pas la faute de la Législature d'intervenir dans l'action du Conseil pour une matière concernant la ville seule.

M. Trezevant propose un amendement au bill, le déclarant chaleur. Il dit que les abattis jetés dans le fleuve étaient reçus dans les eaux pures de la rivière Wabash, tandis que maintenant ils arrêtent les eaux dans l'eau qu'ils boivent. L'air vicié par les abattoirs est aussi contraire à la santé publique.

M. Eustis appuie M. Jonas.

M. Nicholls soutient avec raison qu'il appartient à la Législature de décider dans l'intérêt de l'Etat, sans se préoccuper d'intérêts locaux.

M. Tucker veut abandonner cette question aux membres de la ville.

M. Lagroue propose de déposer le bill sur le bureau, ce qui prévaut par 33 contre 30.

On regrettera l'échec de M. Thieneman, car la Chambre seule pouvait décider affirmativement la question de transfert. On demandera toujours en vain cette mesure au conseil municipal.

La Chambre s'ajourne.

Les réformes et la presse française.

Nous donnons aujourd'hui les commentaires de la presse gouvernementale sur le décret de réforme, nous publierons ensuite ceux des journaux de l'opposition.

Le Constitutionnel.—Les actes suivent de près les paroles: la pensée libérale de l'Empereur est déjà en cours d'exécution. Comme on le sait par la lettre du *Moniteur*, ce n'est ni pour éviter ni pour retarder les explications sur sa politique, que le souverain a supprimé le droit d'adresse. Le droit d'interpellation, qui donne, en effet, aux grande corps de l'Etat le moyen le plus efficace, le plus naturel et le plus légal pour faire connaître leur avis sur les actes du pouvoir.

L'Adresse occasionnait une perte de temps énorme, et ses débats, on ne saurait le nier, n'avait aucune raison pour ne pas pouser qu'elle fournit par absorber la session tout entière. Il n'y aura rien de perdu, pas même les beaux discours de l'opposition, il n'y aura que du temps de gagné pour les affaires sérieuses.

P. LIMAYRAC.

Le Pays.—Quatre grandes mesures ressortent du décret du 19 janvier,—la modification du ministère d'Etat,—la retrait de l'Adresse,—le droit d'interpellation,—et enfin l'accès facultatif des ministres devant les chambres.

Examinons-les rapidement, et dégageons le principe qui les domine. Ce principe nous paraît être celui de la responsabilité ministérielle.

Par l'importance de ses attributions, auquelles des talent et de l'autorité nécessaires de diriger une politique suivie, le ministère d'Etat en était venu à rompre l'équilibre du pouvoir ministériel et à affaiblir toute action qui n'était pas la sienne. Sans doute les autres ministres étaient, au conseil, les collègues du ministre d'Etat, mais, au sénat et au corps législatif, ils étaient réduits à l'état de simples témoins. Seul, le ministre d'Etat, l'empereur, les forces du gouvernement n'étaient pas complétement utilisées, puisque le concours éventuel de six autres ministres se trouvait exclus des luttes des assemblées par les attributions déférées au ministre d'Etat.

Ramener le ministère d'Etat à de justes proportions, en conservant tout entière l'action personnelle du ministre, voilà la portée de la réforme que la logique et la pratique ont révélée à un exercice plus complet et plus énergique du pouvoir ministériel.

La responsabilité du retrait de l'Adresse revient, selon nous, tout entière à ceux qui en ont abusé. Si les grandes et nobles discussions devaient être supprimées avec l'Adresse, et la politique systématiquement écartée, il devait être soustrait à l'examen public et approfondi des représentants du pays, nous regretterions profondément de la mesure qui vient d'être prise; mais il n'en sera rien, Dieu merci; et le *Moniteur* annonce ce matin que le gouvernement est résolu à maintenir la liberté de la tribune, telle qu'elle a été faite par les motifs qui ont déterminé sa conduite dans les affaires extérieures. Les grandes et nécessaires discussions auront lieu donc à l'Adresse; mais sous une forme plus libre et plus digne de l'opposition se distribuer les rôles dans un plan général d'attaque contre les institutions, et affaiblir systématiquement l'autorité de toutes les lois, en venant, sous prétexte de libre examen, saper les bases de chacune d'elles.

Le droit d'interpellation, qui fait partie du travail considérable que la direction générale des donanes met sous nos yeux, nous montrent la progression suivie depuis 1853 dans notre marine marchande: le tonnage des navires, soit à voile soit à vapeur, qui ont effectué, en 1863, plus de 1,000 voyages entre la France, d'une part, ses colonies, la grande pêche et l'étranger d'autre part. Les relations maritimes que la France a entretenues avec l'Angleterre représentent près de 2,000,000 tonneaux, ce qui représente 30 pour la navigation entre la France et les possessions anglaises de la Méditerranée.

Nous voudrions pouvoir emprunter encore au même document les chiffres qui concernent le commerce extérieur de l'Algérie, celui qui s'effectue avec les établissements français et avec l'entrepôts de France. Nous nous bornerons à dire que le mouvement des importations et des exportations dans notre colonie d'Afrique suit une progression constante, et qui ne peut que recevoir une impulsion nouvelle lorsque, dans un temps prochain, des capitaux seront venus féconder avec intelligence et activité avec un esprit de suite, les magnifiques ressources que l'Algérie présente.

(*Patrie.*)

LES RÉVOLUTIONNAIRES EN ESPAGNE.

La junte révolutionnaire qui fonctionne à Madrid a dressé contre le gouvernement d'Isabelle un réquisitoire dont nous extrayons les passages suivants:

La junte révolutionnaire à ses concitoyens.

Six mois se sont écoulés depuis la sanglante journée du 22 juin. Si alors le pouvoir eût été accessible à un sentiment de dignité, à l'instinct de sa propre conservation, il eût été offert et il aurait recueilli devant les conséquences de cette triste journée. Bien au contraire, cette démonstration sacrilège n'a influencé en rien et a aliéné davantage de vieilles rancunes, de favoriser les projets secrets de donna Isabella II et de ses courtisans. Au lieu de soulager les peuples, le gouvernement a redoublé leur impatience. Les offenses étaient encore accompagnées de sarcasmes.

Des tribus féroces ont conduit des centaines de victimes au martire, et une fumée a contemplé impassible, avec complaisance même, l'échafaud qui avait été dressé.

Des Cortès abjectement vendu au pouvoir la sécurité individuelle, la liberté civile et la fortune publique, pour le pouvoir à supprimé la presse et la tribune, et a confié le gouvernement de la monarchie constitutionnelle à des hommes sanguinaires; des tribunaux militaires ont spolié le riche et dépouillé le pauvre à l'avenant. Et ce n'est pas tout.

Le commerce spécial, qui ne comprend que ce qui entre dans la consommation du pays, se solde par un chiffre total de 5 milliards 730 millions, présentant, en faveur de 1865, une différence de 278 millions.

Les perceptions de toute nature opérées par le service des douanes se sont élevées, en 1865, à 152 millions 931,815 francs, présentant, comparativement au chiffre des recettes de 1864, une diminution de près de 9 millions, qui porte spécialement sur les droits d'entrée.

D'intéressants tableaux, qui font partie du travail considérable que la direction générale des douanes met sous nos yeux, nous montrent la progression suivie depuis 1853 dans notre marine marchande: le tonnage des navires, soit à voile soit à vapeur, qui ont effectué, en 1863, plus de 1,000 voyages entre la France, d'une part, ses colonies, la grande pêche et l'étranger d'autre part. Les relations maritimes que la France a entretenues avec l'Angleterre représentent près de 2,000,000 tonneaux, ce qui représente 30 pour la navigation entre la France et les possessions anglaises de la Méditerranée.

Nous voudrions pouvoir emprunter encore au même document les chiffres qui concernent le commerce extérieur de l'Algérie, celui qui s'effectue avec les établissements français et avec l'entrepôts de France. Nous nous bornerons à dire que le mouvement des importations et des exportations dans notre colonie d'Afrique suit une progression constante, et qui ne peut que recevoir une impulsion nouvelle lorsque, dans un temps prochain, des capitaux seront venus féconder avec intelligence et activité avec un esprit de suite, les magnifiques ressources que l'Algérie présente.

(*Patrie.*)

LES RÉVOLUTIONNAIRES EN ESPAGNE.

La junte révolutionnaire qui fonctionne à Madrid a dressé contre le gouvernement d'Isabelle un réquisitoire dont nous extrayons les passages suivants:

La junte révolutionnaire à ses concitoyens.

Six mois se sont écoulés depuis la sanglante journée du 22 juin. Si alors le pouvoir eût été accessible à un sentiment de dignité, à l'instinct de sa propre conservation, il eût été offert et il aurait recueilli devant les conséquences de cette triste journée. Bien au contraire, cette démonstration sacrilège n'a influencé en rien et a aliéné davantage de vieilles rancunes, de favoriser les projets secrets de donna Isabella II et de ses courtisans. Au lieu de soulager les peuples, le gouvernement a redoublé leur impatience. Les offenses étaient encore accompagnées de sarcasmes.

Des tribus féroces ont conduit des centaines de victimes au martire, et une fumée a contemplé impassible, avec complaisance même, l'échafaud qui avait été dressé.

Des Cortès abjectement vendu au pouvoir la sécurité individuelle, la liberté civile et la fortune publique, pour le pouvoir à supprimé la presse et la tribune, et a confié le gouvernement de la monarchie constitutionnelle à des hommes sanguinaires; des tribunaux militaires ont spolié le riche et dépouillé le pauvre à l'avenant. Et ce n'est pas tout.

Les lois des Cortès sont été remplacées par de simples décrets émanant les ressources du pays en cours et ruineux emprunts, foulant aux pieds le droit, la vérité, violant le foyer, la propriété, la famille; et pendant ce temps, à Zaragoza et à Madrid, Isabelle II établissait une complice contre l'Italie, notre sœur, au profit de la cité romaine, calamité historique de notre patrie, assistant avec une indifférence souveraine aux dépréditions de ses parents de Cuba, qui, tolérant l'introduction frauduleuse des esclaves, outragent le sentiment public du Vieux et du Nouveau monde, et aliènent à l'Espagne la grande et glorieuse république des Etats-Unis.

PAR LE TÉLÉGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

UNE GRACIEUSETE POUR L'ARKANSAS AU SÉNAT DES E.U.

LE BILL DE LA LOUISIANE.

Plusieurs Amendements.

Wade n'en veut aucun

WADE EST PLUS FERCE QUE JAMAIS.

LEÇON POUR LES DONNEURS DE BANQUET.

Le bill Stevens.

IL EST VU AVEC GRANDE FAVEUR.

IL SERA VOTÉ AVEC LE BILL DE LA LOUISIANE.

Le gouverneur Orr de la Caroline du Sud.

Son opinion sur la situation.

Washington, 14.—SÉNAT.—Un siège est demandé pour Rose, de l'Arkansas, dans la salle du Sénat qui l'accorde.

Un bill est présenté pour autoriser le secrétaire général des postes de contracter pour une malle mensuelle entre San Francisco et Honolulu, aucune offre ne devant être acceptée au-dessous de $100,000.

On reprend la discussion du bill de Lesgue Island.

Une motion pour discuter le bill de la Louisiane échoue par 17 contre 25.

Le bill de Lesgue Island passe par 27 contre 17. Il sera envoyé au président.

Un comité de conférence a été nommé sur le bill des places.

La bill de la Louisiane est le une seconde fois. Trumbull parle de plusieurs amendements qu'il va offrir. Nous regrettons que l'on veuille, avant ordinary 28 1/2 à 29, good ordinary 25 1/2 à 26, middling 30 1/2 à 31 et strict middling 31 1/2 à 32 cts.

ETAT DU COTON.

Stock au maine le 1er sept. 1866...balles 102,082
Reçu aujourd'hui..... 1867
précédemment..... 6,000

Expédié aujourd'hui..... 1867
précédemment..... 97,255

Stock au maine à bord de navires non expédié..... 2,827

SUCRE ET MELASSE.—Les envois qui nous parviennent sont très faibles et ceux qui sont arrivés depuis hier ne comprennent que 1,000 sucre et sucre et de 142 barils de mélasse. La demande continue à être basse à des prix peu changés et tous les renforts parvenus jusqu'ici ne font qu'augmenter le total des approvisionnements qui sont encore maintenant chargé de mauvaises qualités. Nous vendons: sucre, 1,000 boucauds, 1,000 barils, 1,000 sacs, 1,000 balles, 1,000 caisses, 1,000 demi-caisses, 1,000 quarts, 1,000 huitièmes, 1,000 seizièmes, 1,000 trente-deuxièmes, 1,000 soixante-quatrièmes, 1,000 cent-vingt-huitièmes, 1,000 deux cent cinquante-sixièmes, 1,000 cinq cent douzièmes, 1,000 mille vingt-quatrièmes, 1,000 deux mille quarante-huitièmes, 1,000 quatre mille quatre-vingt-seizièmes, 1,000 huit mille cent quatre-vingt-douzièmes, 1,000 seize mille trois cent quatre-vingt-quatrièmes, 1,000 trente-deux mille sept cent soixante-huitièmes, 1,000 soixante-cinq mille cinq cent trente-sixièmes, 1,000 cent trente-un mille soixante-douzièmes, 1,000 deux cent soixante-deux mille cent quarante-quatrièmes, 1,000 cinq cent vingt-cinq mille trois cent quatre-vingt-huitièmes, 1,000 un million cinquante mille sept cent soixante-seizièmes, 1,000 deux millions cent mille quinze cent trente-deuxièmes, 1,000 quatre millions deux cent mille trente-quatrièmes, 1,000 huit millions quatre cent mille soixante-huitièmes, 1,000 seize millions huit cent mille cent trente-sixièmes, 1,000 trente-trois millions six cent mille deux cent soixante-douzièmes, 1,000 soixante-sept millions deux cent mille cinq cent quarante-quatrièmes, 1,000 cent trente-quatre millions quatre cent mille cent huitièmes, 1,000 deux cent soixante-huit millions huit cent mille deux cent seizièmes, 1,000 cinq cent trente-sept millions six cent mille quatre cent trente-deuxièmes, 1,000 un milliard soixante-dix millions sept cent mille cinq cent soixante-quatrièmes, 1,000 deux milliards cent quarante millions quatre cent mille cent vingt-huitièmes, 1,000 quatre milliards deux cent quatre-vingt millions huit cent mille deux cent cinquante-sixièm